

EVALUATION DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET DE LA SITUATION DES REFUGIES CENTRAFRICAINS VIVANT AU CAMEROUN

Résumé exécutif - Juillet 2013



CONTEXTE

Les réfugiés centrafricains sont présents dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua du Cameroun depuis 2005. Avant la crise de 2012, selon le HCR, ils étaient au nombre de 87 000.

Avec la détérioration de la situation sécuritaire suite aux troubles socio-politiques de 2012 et l'occupation de Bangui par la SELEKA en mars 2013, plus de 1 000 nouveaux réfugiés sont arrivés dans les mêmes régions ayant accueilli les anciens réfugiés centrafricains au Cameroun.

Entre janvier et juin 2013 le HCR a enregistré 1 175 nouveaux réfugiés.

Depuis l'arrivée des premiers réfugiés, le gouvernement camerounais, ses partenaires du Système des Nations Unies (PAM, HCR, UNICEF, UNFPA..) en collaboration avec des ONG Internationales et Nationales leur apportent une assistance humanitaire.

Cette mission d'évaluation a été conduite du 4 au 12 juin 2013 par le PAM, le HCR et le gouvernement du Cameroun.

L'objectif général de cette mission est d'évaluer le niveau de vulnérabilité et d'autonomie des réfugiés centrafricains et des populations hôtes à l'Est et dans l'Adamaoua ainsi que les stratégies que ces populations mettent en oeuvre pour assurer leur autosuffisance alimentaire.

Cette mission s'est basée sur des données secondaires complétées par une collecte de données primaires auprès de la population hôte et des réfugiés dont les nouveaux sont majoritairement abrités au site de Nandoungue : 156 ménages ont été enquêtés dans 13 villages de l'Adamaoua et de l'Est, soient 53 ménages d'anciens réfugiés, 51 ménages de nouveaux réfugiés et 52 ménages de la population hôte. Au niveau de chaque groupe d'intérêt, 6 groupes de discussion ont été organisés avec les hommes, les femmes et les jeunes.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

39 % des nouveaux réfugiés ont un score de consommation acceptable

Malnutrition : situation nutritionnelle alarmante chez les enfants de moins de 5 ans du groupe des anciens réfugiés

Les différentes enquêtes nutritionnelles (SMART et MICS) réalisées entre 2008 et 2012 montrent des prévalences de la malnutrition aigüe globale stables et faibles chez les populations locales et très alarmantes chez les anciens réfugiés.

En effet, les résultats des enquêtes SMART de 2008 et 2011 réalisées chez les anciens réfugiés ont montré des taux de malnutrition aigüe globale qui sont passés de 7,2 à 15,8 % dépassant le seuil critique de l'OMS qui est de 15 %. Les différentes enquêtes EDS-MICS (2011) et SMART (2012) réalisées chez les populations hôtes ont montré des taux de MAG très faibles entre 2,9 % et 6,4 % chez les enfants de moins de 5 ans.

Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire : les nouveaux réfugiés plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère

Pour tous les groupes enquêtés, la majorité des aliments consommés provient du marché (77%).

Les autres sources de provenance des aliments varient ensuite d'un groupe à l'autre :

- Pour les nouveaux réfugiés, l'assistance alimentaire constitue la deuxième source d'aliment (10 %)
- La production agricole constitue la deuxième source d'aliment pour les anciens réfugiés (14 %) suivie par l'assistance alimentaire (3 %);
- Chez la population locale, l'autoproduction est la seconde source (19 %).

En ce qui concerne les dépenses alimentaires, elles sont plus importantes pour les nouveaux réfugiés (31% des ménages) qui profitent moins de la production que les autres groupes car ayant moins d'accès à la terre.

Au niveau de la consommation, plus de 90 % des ménages d'anciens réfugiés et de la population locale ont un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable. Cependant, seulement 39 % des nouveaux réfugiés ont un SCA acceptable. Cela est dû à une alimentation peu équilibrée composée essentiellement de tubercules, de céréales et de légumes feuilles.

Malgré une consommation alimentaire acceptable pour les anciens réfugiés et la population hôte, trois quarts des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire dont 57 % en insécurité alimentaire légère, 16% en insécurité alimentaire modérée et 3 % en insécurité alimentaire sévère. Les cas d'insécurité alimentaire sévère les plus importants sont observés chez les nouveaux réfugiés (8 %) qui combinent une mauvaise consommation alimentaire à des stratégies de survie d'urgence comme la mendicité pour se nourrir, la réduction du nombre de repas et la consommation d'aliments moins préférés.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Protection et dynamiques sociales : à part quelques incidents mineurs, cohabitation globalement bonne entre réfugiés et autochtones

Avec l'afflux des nouveaux réfugiés, les demandeurs d'asile sollicitant l'établissement d'une carte de réfugiés ont fortement augmenté. Les anciens réfugiés, quant à eux, attendent le renouvellement de cette pièce d'identification. Globalement, il y a une bonne cohabitation entre les populations hôtes et réfugiées. Toutefois, des antagonismes peuvent parfois survenir entre les deux communautés, principalement pour le contrôle des infrastructures de base ou en cas de différends agropastoraux lorsque le bétail appartenant aux éleveurs détruit les champs des agriculteurs.

Le retour des réfugiés centrafricains est envisagé dans le meilleur des cas, après la période de transition qui devrait durer dix-huit mois en RCA. Sur le plan sécuritaire, des attaques sporadiques de coupeurs de routes et des violences physiques dans les champs ont été perpétrées à Mborguene dans la région de l'Est et à Ngaoui, Batoua-Godole et Djohong dans celle de l'Adamaoua.

Infrastructures sociocommunautaires : faible appropriation de la part des populations locales et réfugiées

L'état de délabrement ou d'abandon de certaines infrastructures sociocommunautaires installées apparaît comme un manque d'appropriation par les communautés bénéficiaires. Cette situation remet en question leur implication dans l'identification des besoins, le renforcement de leurs capacités pour la maintenance des installations et la dynamisation des comités de gestion desdites infrastructures.

Pourquoi ces groupes sont en insécurité alimentaire ?

• Forte dépendance au marché

Le marché constitue la principale source de nourriture pour les réfugiés en particulier pour les nouveaux. 49 % d'entre eux affectent au minimum 65 % de leurs dépenses à l'achat de nourriture.

• Sources de revenu précaires

Les principales sources de revenu principales pour les anciens et nouveaux réfugiés tournent autour de la vente du bois, de la main d'œuvre agricole et du petit commerce. Plus de la moitié des ménages en insécurité alimentaire dépendent fortement de ces sources de revenus précaires et saisonnières.

• Faible accès à la terre

Les réfugiés ont un accès très limité à la terre pour pouvoir cultiver : 86 % des nouveaux réfugiés et 24,5 % des anciens réfugiés n'ont pas cultivé durant la saison agricole en cours. Cette situation les rend fortement dépendants du marché et de l'assistance pour se nourrir. 38 % des ménages qui n'ont pas pu cultiver sont en insécurité alimentaire sévère ou modérée alors que seulement 6 % de ceux qui ont pu cultiver sont en insécurité alimentaire. Il est également à noter, l'insuffisance des semences de qualité et les outils et techniques agraires encore rudimentaires.

Le retour des réfugiés centrafricains est envisagé dans le meilleur des cas, après la période de transition qui devrait durer dix-huit mois en RCA

RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette enquête et l'analyse des données secondaires ont montré qu'il y a un besoin de continuer l'assistance alimentaire et non alimentaire en faveur des réfugiés et des populations locales pendant une période d'au moins 6 mois.

Assistance alimentaire

• Population locale :

Elargir l'assistance alimentaire au sein de ce groupe à travers des activités de types Vivres pour la création d'actifs (Food-For-Assets - FFA) et VCF (Vivre Contre Formation). (PAM/MINADER). Ces activités cibleront principalement les groupes les plus vulnérables.

• Anciens réfugiés :

Distribution Gratuite ciblée : Affiner le ciblage des bénéficiaires afin que l'assistance alimentaire arrive spécifiquement aux plus vulnérables (HCR/PAM). En effet, selon l'enquête de terrain il existe des ménages réfugiés vulnérables qui ne sont pas touchés par l'assistance alimentaire.

Création d'actif : élargir ce type d'assistance en faveur des anciens réfugiés à travers la mise en oeuvre de FFA et de VCF afin de renforcer l'autonomie et l'autosuffisance de ces groupes (PAM/MINADER). Certains anciens réfugiés ont pu conserver certains actifs (bétail) et accèdent à des terres pour cultiver.

• Nouveaux réfugiés:

La situation actuelle des nouveaux réfugiés nécessite une assistance générale à travers une Distribution Gratuite de Vivres pour une période initiale de 6 mois (HCR/PAM).

Assistance nutritionnelle

- Continuer à apporter une assistance nutritionnelle en faveur des enfants, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes vivant avec le VIH. Le volet prévention sera pris en compte à travers le conseil pour les actions essentielles en nutrition (AEN) en faveur d'une bonne alimentation. (UNICEF/PAM).

Assistance non alimentaire

- Stimuler la pérennisation des initiatives communautaires en créant ou en consolidant des filières de production communautaires relatives à l'agriculture (culture du soja, maraîchage), l'élevage, la pisciculture, l'aviiculture (FAO/PAM/MINEPAT)
- Renforcer la cohabitation sociale à travers un plaidoyer auprès des différents groupes (MINEPAT) afin d'assurer un partage équitable et durable des infrastructures et de résoudre les conflits agropastoraux et domaniaux.

Protection

- Accélérer la procédure d'identification des nouveaux réfugiés, renouveler les documents de protection expirés et renforcer la surveillance au niveau des frontières et le contrôle des identités (HCR/MINADT). Ceci permettra aux réfugiés d'accéder plus facilement à l'assistance.

Evaluation

- Une évaluation des appuis antérieurs en activités génératrices de revenus est nécessaire afin de déterminer leur efficacité et leur durabilité (HCR/FAO/PAM)
- Une évaluation de la situation nutritionnelle des réfugiés (anciens et nouveaux) devra être faite dès que possible afin de mettre à jour les données nutritionnelles et de réajuster au besoin l'assistance
- Après 6 mois d'assistance, fin du premier trimestre 2014, une mise à jour de la situation alimentaire des réfugiés, à travers une mise à jour de la JAM, devra être faite pour une réévaluation des besoins

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Pour plus d'informations, contacter :

Jacques ROY, Représentant et Directeur PAM Cameroun
jacques.roy@wfp.org

Ndeye NDOUR, Représentante du HCR Cameroun
ndour@unhcr.org

ENOKA BAGNEM Joël, Programme Assistant, Point focal JAM HCR
bagnem@unhcr.org

MINEPAT

NAMA Philomène, Chef Service des projets et de la Coopération avec les Organismes de développement au MINEPAT, Délégation régionale de l'Est.